

# **Economie locale en situation de guerre dans la ville d'Uvira : défis et mécanismes de résilience des petites, moyennes entreprises et artisans (PMEA)**

MUSAFIRI LWAMA Raphael<sup>1</sup>, SADIKI BYOMBUKA onésime<sup>2</sup>

<sup>1,2</sup> Institut Supérieur de Développement Rural de Bukavu  
Auteur Correspondant : MUSAFIRI LWAMA Raphael

---

## **Résumé**

*La ville d'Uvira, dans la province du Sud-Kivu à l'Est de la République démocratique du Congo, évolue dans un contexte marqué par l'insécurité persistante et les conflits armés. Cette étude analyse les défis auxquels sont confrontées les petites, moyennes entreprises et les artisans (PMEA) ainsi que les mécanismes de résilience qu'ils développent pour maintenir leurs activités dans une économie locale en situation de guerre.*

*L'étude s'appuie sur une approche mixte combinant des enquêtes auprès de 187 PME et des entretiens avec 24 informateurs clés issus des services municipaux, du secteur privé et de la société civile. Les résultats montrent que les PME font face à plusieurs contraintes majeures, notamment les taxations parallèles et illégales, la baisse de la demande, les perturbations des circuits d'approvisionnement et de commercialisation, ainsi que les difficultés d'accès au crédit et aux services financiers. Ces contraintes affectent négativement leurs revenus et limitent leurs capacités d'investissement.*

*Pour faire face à cette situation, les PME développent diverses stratégies de résilience telles que l'intégration dans les circuits informels, la diversification des activités, la recherche de nouveaux marchés, le recours aux technologies numériques et aux mécanismes communautaires de financement comme les AVEC et les MUSO. L'étude conclut que, malgré leur capacité d'adaptation, les PME restent fortement vulnérables aux effets de l'insécurité. Le retour de la paix, le renforcement de l'autorité de l'État et l'amélioration de l'accès au financement constituent des conditions essentielles pour soutenir durablement le développement économique local à Uvira.*

**Mots-clés :** économie de guerre, résilience économique, PME, développement économique local, conflits armés, Uvira.

---

Date of Submission: 01-06-2026

Date of Acceptance: 10-06-2026

---

## **I. Introduction**

Dans les économies africaines, les Petites et Moyennes Entreprises (PME) constituent le principal moteur de l'emploi et de la croissance, représentant plus de 80 % du tissu entrepreneurial et contribuant de manière significative au Produit Intérieur Brut (Banque mondiale, 2019 ; BIT, 2020). Toutefois, dans les contextes de conflit armé, leur fonctionnement est profondément perturbé par l'insécurité, la destruction des infrastructures et la fragmentation des marchés (Collier & Hoeffler, 2004 ; Brück, Naudé & Verwimp, 2013).

L'Est de la République démocratique du Congo (RDC) illustre de manière emblématique cette réalité. Depuis plus de deux décennies, cette région est confrontée à une instabilité chronique caractérisée par la prolifération de groupes armés, les déplacements massifs de populations et la fragilisation des institutions publiques (Vlassenroot & Raeymaekers, 2004 ; Stearns, 2011). Dans ce contexte, les économies locales fonctionnent dans une logique hybride où coexistent activités formelles, informelles et pratiques économiques liées au conflit.

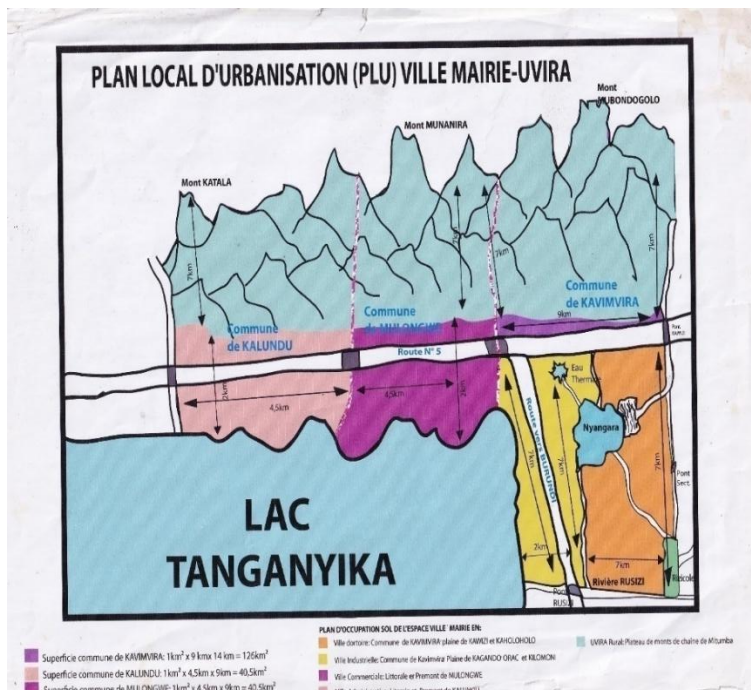
La ville d'Uvira, située dans la province du Sud-Kivu, est particulièrement affectée par cette dynamique. Sa position stratégique et sa proximité avec les zones de conflit en font un espace où les activités économiques sont régulièrement perturbées par l'insécurité, les restrictions de mobilité et les interventions de multiples acteurs armés. La ville d'Uvira, concentre une densité exceptionnelle de groupes armés plus de 36 recensés en août 2025 (P-DDRCS, 2025) — qui fragmentent l'espace économique, contrôlent des zones fiscales et imposent des taxations parallèles (ICG, 2024 ; Kitoko, 2021). Cette militarisation du territoire a profondément déstabilisé l'économie

locale et, en particulier, les Petites et Moyennes Entreprises Artisanales (PMEA). Selon Muzuri (2022), ces dernières évoluent dans un environnement marqué par l'insécurité permanente. Cette situation fragilise fortement les PMEAs, qui doivent simultanément faire face à la baisse de la demande, aux contraintes d'approvisionnement et à la pression fiscale formelle et informelle.

Malgré l'importance de ces enjeux, peu d'études empiriques analysent de manière approfondie les stratégies de résilience développées par les PMEAs dans des contextes urbains de guerre prolongée comme celui de la ville d'Uvira. Ce paradoxe entre vulnérabilité chronique et capacité de survie constitue le point de départ de cet article qui vise à combler cette lacune en analysant les défis et les mécanismes d'adaptation des PMEAs face à l'économie locale en situation de guerre.

## II. Méthodologie

### 2.1 Présentation succincte de la ville d'Uvira



La ville d'Uvira est située à l'extrémité nord-est du lac Tanganyika, dans la province du Sud-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo. Érigée au rang de ville par le Décret n°13/029 du 13 juin 2013, son administration a été effectivement installée en février 2019 dans le cadre du processus de décentralisation (RDC, 2013 ; PDL, 2022).

D'une superficie d'environ 207 km<sup>2</sup>, elle est subdivisée en trois communes urbaines : Kalundu, Mulongwe et Kavimvira (PDL, 2022).

Figure 1. Carte de la ville d'Uvira tirée dans le PDL de la ville d'Uvira 2022 - 2026

Selon les estimations du Plan de Développement Local, la population de la ville était d'environ 324 885 habitants en 2021, avec une forte croissance démographique et une densité de près de 1 570 habitants/km<sup>2</sup> (PDL, 2022). L'économie locale repose principalement sur le commerce, l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'artisanat, les transports et les services, tandis que sa position frontalière avec le Burundi et son ouverture sur le lac Tanganyika lui confèrent un rôle stratégique dans les échanges régionaux (PDL, 2022).

Toutefois, la ville évolue dans un environnement marqué par une insécurité persistante liée à la présence de groupes armés locaux et étrangers dans les territoires d'Uvira et de Fizi, ainsi qu'à la récurrence des conflits armés et des déplacements de populations (Life and Peace Institute, 2011 ; PDL, 2022). Cette situation affecte significativement les activités économiques, les finances publiques locales et les perspectives de développement, malgré les importantes potentialités économiques et naturelles dont dispose la ville (PDL, 2022).

### 2.2 Méthodes

Cette étude adopte une **approche mixte** combinant méthodes qualitative et quantitative (Creswell & Plano Clark, 2017), conformément à la définition de Quivy et Van Campenhoudt (1988) pour qui la méthode est une démarche logique d'opérations intellectuelles visant à observer, analyser et expliquer la réalité étudiée.

La **méthode qualitative** s'est appuyée sur des entretiens individuels semi-directifs auprès des services techniques et d'assiette de la mairie d'Uvira ainsi que des informateurs clés (membres de la société civile, de la FEC, experts en décentralisation). La saturation a été atteinte à **24 entretiens**. La **méthode quantitative** a consisté en une enquête par questionnaire administré auprès des Petites et Moyennes Entreprises Artisanales (PMEA) de

la ville. Une analyse documentaire et une pré-enquête (mars 2024) ont précédé la collecte des données, réalisée au premier trimestre 2026.

La population mère comprend **4 013 PME**A réparties dans trois communes (Kalundu : 23 %, Mulongwe : 47 %, Kavimvira : 30 %). L'échantillon probabiliste simple a été déterminé selon la formule de **Cochran (1977)**, avec un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 7 %. Après correction pour population finie, la taille de l'échantillon a été fixée à **187 enquêtés**.

### III. Résultats

#### 3.1. Défis des PME de la ville d'Uvira évoluant en contexte de guerre

Les résultats montrent que les PME évoluent dans un environnement marqué par une insécurité quasi-permanente et ainsi dans une économie locale en situation de guerre.

##### 3.1.1. Taxations parallèles et illégales des groupes armés WAZALENDO

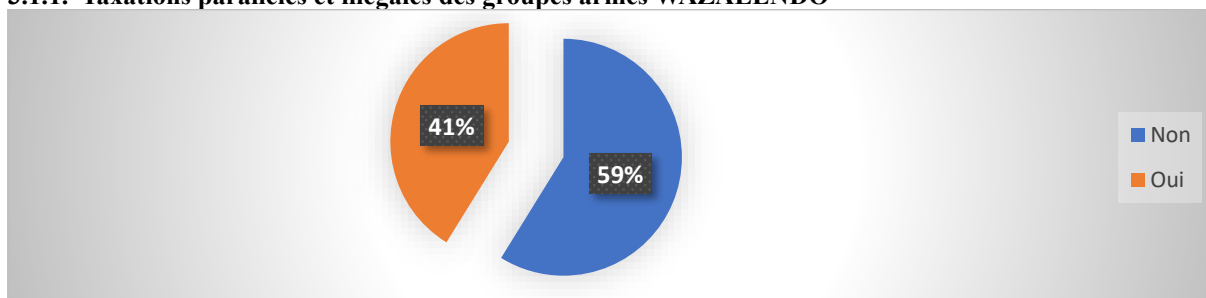


Figure 2. Avis des PME sur le fait d'avoir été victime d'une taxation parallèle ou illégale

Il ressort de cette figure que 59 % des répondants n'ont jamais été victimes de taxation parallèle, contre 41 % qui déclarent en avoir subi. L'analyse révèle trois formes principales de taxation parallèles et illégales :

- Les contributions forcées des Wazalendo( les groupes armés locaux) et des Balalarondo( les jeunes volontaires qui font des patrouilles la nuit dans leurs quartiers). L'un des commerçants en janvier 2026 dans la commune de Mulongwe nous a déclaré : « *Les Wazalendo et les Balalarondo se présentaient physiquement dans nos commerces pour exiger des contributions. Ce n'était pas présenté comme une taxe, mais comme une contribution volontaire pour leur permettre de se nourrir et, souvent, pour acheter des souliers. En réalité, c'était une obligation sous la menace.* » Ce mécanisme s'apparente à une extorsion déguisée en contribution patriotique, où l'impossibilité de refuser révèle le caractère coercitif de cette pratique. ;
- Les prélèvements opérés par de faux agents de l'État à l'aide de documents falsifiés. Avec l'insécurité et la fermeture momentanée des bureaux de la mairie, plusieurs enquêtés ont indiqué avoir constaté la présence d'agents suspects collectant des taxes au nom de la mairie, souvent sans ordre de mission ou à l'aide de faux documents. Un commerçant dans la commune de Kavimvira nous a confié : « *Des individus se présentent dans nos commerces avec de faux ordres de mission ou de faux documents, se faisant passer pour des agents de l'État (Commerce extérieur, PME, DPMR, etc.), utilisent ces faux papiers pour légitimer leurs prélèvements.* » Ainsi, les commerçants, ne pouvant vérifier l'authenticité des documents dans ce contexte d'insécurité, cèdent par crainte de représailles ; et
- Les taxes informelles à la frontière et sur les étalages sans base légale. Ces pratiques, souvent coercitives et arbitraires, s'ajoutent à la fiscalité officielle et constituent une double imposition qui alourdit les transactions commerciales dans la ville d'Uvira.

Tableau 1. Acteurs et mode opératoire des taxations parallèles et illégales dans la ville d'Uvira.

Acteurs	Mode opératoire	Fréquence	Montants cités	Justification
Wazalendo/ Balalarondo	Présence physique, contribution forcée	1 à 3 fois/semaine	5 000 FC/dépôt	« Aide pour manger »
Faux agents de l'État	Faux ordres de mission, faux documents	Ponctuelle	Variable	Usurpation d'identité administrative
Agents à la frontière	Taxe informelle sur les camions	À chaque passage	800 000 FC/citerne	Aucune justification légale
Agents sur les marchés	Taxe d'étalage sans reçu ( preuve de paiement)	Quotidienne/he bdomadaire	Variable	Aucune justification légale

### 3.1.2. Contraction de la demande et perturbation des marchés

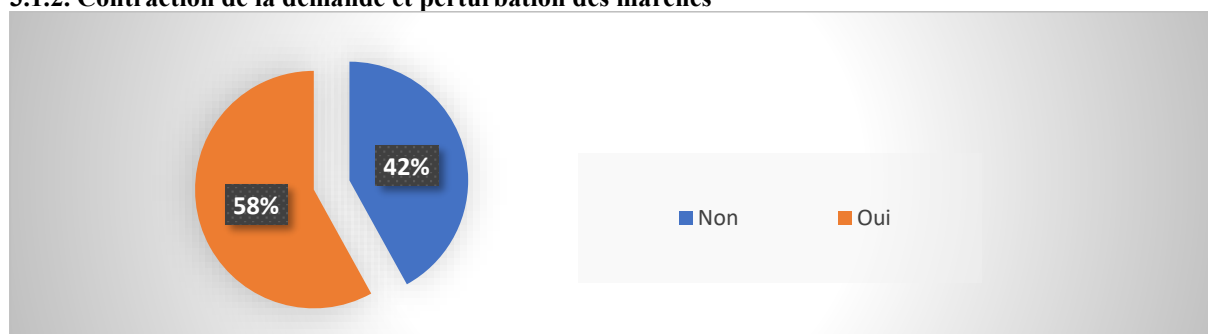


Figure 3. Avis des PMEAs sur le fait que l'insécurité et la fermeture momentanée des entreprises ont diminué la demande de leurs produits et services

Cette figure montre que 58 % des enquêtés déclarent une diminution de la demande de leurs produits et services suite à l'insécurité et la fermeture momentanée des activités, contre 42 % qui n'en constatent pas d'effet. Cette baisse s'explique principalement par :

- **La fuite et le déplacement des clients potentiels** vers Baraka, Kalemie, le Burundi et d'autres pays de l'Afrique de l'Est ;
- **La fermeture des entreprises fournisseuses**, entraînant une rupture de la chaîne d'approvisionnement. L'un de nos répondants a déclaré : « Plusieurs entreprises qui nous ravitaillaient ont fermé. Par exemple, l'entreprise Rafiki, qui fournissait l'eau, a fermé, ce qui a augmenté le coût du transport. Sans fournisseurs, on n'a plus accès aux produits. » ;
- **La fermeture des frontières et des points d'accès ou les axes de circulation** (route Uvira-Bukavu, lac Tanganyika). L'un de nos répondants nous a confié : « Les frontières sont fermées, la navigation dans le lac Tanganyika aussi, Il n'y a plus de bateaux. La circulation des biens est bloquée. » ;
- **La fermeture des écoles et des bureaux étatiques**. Les enquêtés ont indiqué que l'insécurité a fait disparaître une clientèle institutionnelle régulière, notamment les écoles, entraînant ainsi la perte des revenus liés aux fournitures scolaires et administratives. Le responsable de la papeterie MUSTO nous a déclaré : « Si les écoles et les bureaux de l'État ne fonctionnent plus, nous n'avons plus de travail. Ces institutions étaient nos principales clientes. »

Ces facteurs ont entraîné une perte significative de revenus pour les PMEAs.

### 3.1.3. Accès limité au financement

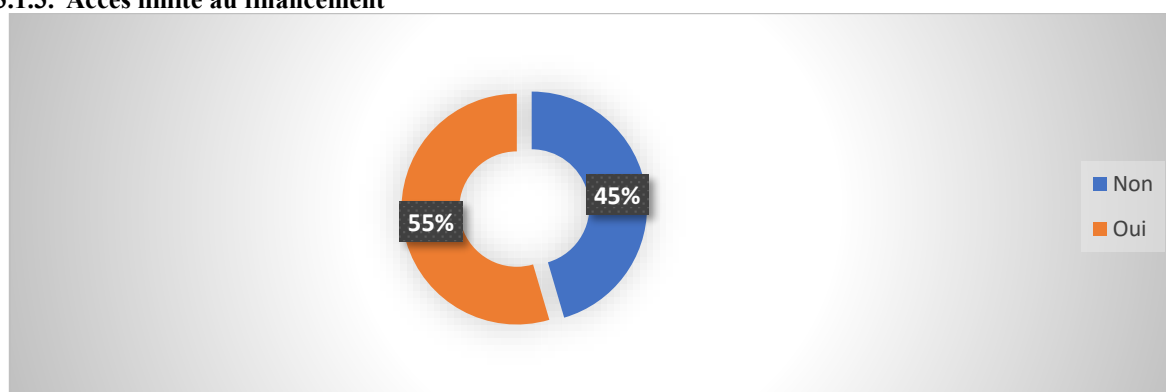


Figure 4. Avis des PMEAs sur le fait que la guerre aurait perturbé l'accès au crédits formels ( Banque, coopec)

Cette figure montre que 55 % des enquêtés déclarent que la guerre et l'insécurité ont perturbé l'accès au crédit formel auprès des banques et COOPEC, contre 45 %. Les principales raisons évoquées renvoient à la fermeture momentanée des institutions financières pendant des moments forts d'insécurité, à l'impossibilité d'accéder à l'épargne personnelle, et à la rupture de confiance entre acteurs économiques et système bancaire, les PMEAs ne font pas confiance aux banques, par crainte non seulement de l'endettement, mais aussi de fermeture brusque des banques et qui les empêcherait d'accéder à leurs fonds tandis que les banques ne font pas confiance aux PMEAs en raison des risques de fuite ou d'insolvabilité. Cette situation entraîne une double contrainte pour les commerçants, privés à la fois de nouveaux crédits et de leurs fonds bloqués, les privant de trésorerie, et renforçant ainsi une défiance bilatérale entre institutions financières et PMEAs dans un contexte d'insécurité prolongée.

### 3.2. Mécanismes de résilience des PMEAs

Face à ces contraintes, les PMEAs développent plusieurs stratégies d'adaptation

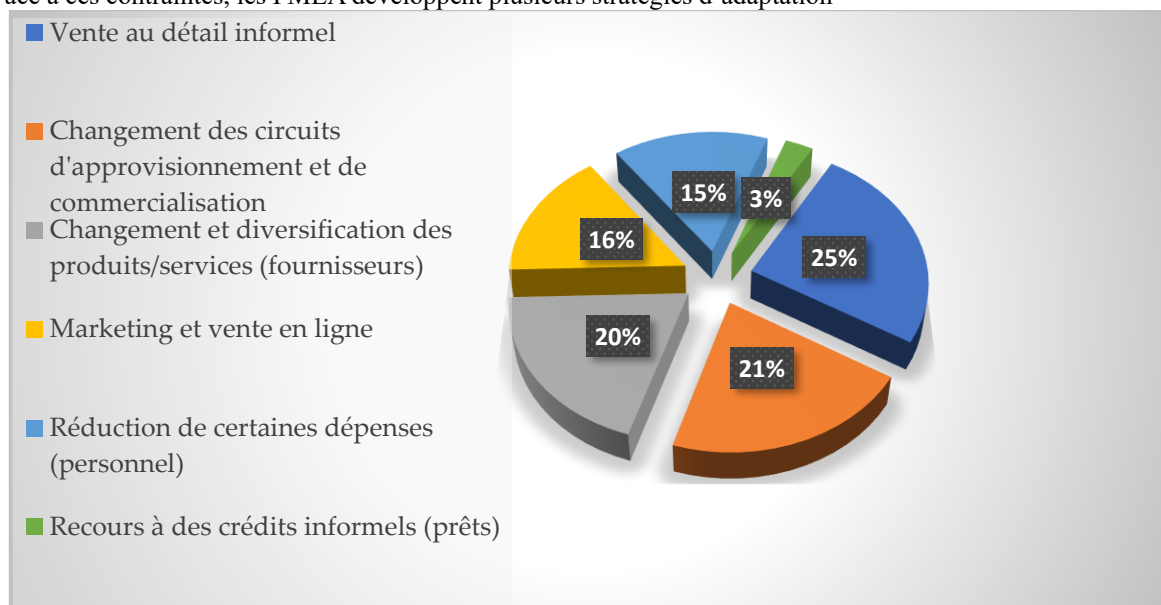


Figure 5. Mécanismes de résilience des PMEAs

L'analyse des réponses des 187 PMEAs révèle six principales stratégies de résilience face aux effets du conflit et de l'insécurité. Les plus fréquentes sont l'intégration dans les circuits de vente informels (25 %), le changement des circuits d'approvisionnement et de commercialisation (21 %), ainsi que la diversification des produits et services (20 %) ; D'autres PMEAs ont eu recours aux NTIC pour la vente et les transactions à distance (16 %), à la réduction des dépenses et réduction du personnel en recourant à la main d'œuvre familiale (15 %), ou encore aux crédits informels via les Association Villageoise d'Epargne et de Crédits (AVEC) et les Mutuelles de Solidarité (MUSO) (3 %). Ces stratégies traduisent une capacité d'adaptation des acteurs économiques visant à assurer la continuité de leurs activités dans un contexte d'économie locale en situation de guerre.

Outre les mécanismes de résilience évoqués par les PMEAs elles-mêmes, les taxateurs et le responsable de la Cellule d'encadrement et de mobilisation des recettes de la mairie, interrogés dans le cadre de cette étude, ont révélé l'existence de pratiques informelles, voire illégales, développées par certains commerçants pour échapper au contrôle fiscal. Il s'agit notamment de:

- La **coopération avec les groupes armés locaux (Wazalendo<sup>1</sup>)** : certains commerçants sollicitent ces derniers pour se faire passer comme propriétaires des marchandises taxables, rendant ainsi difficile l'identification du véritable contribuable par les agents de la mairie ;
- La **mise à disposition d'éléments armés** par les groupes armés pour assurer la surveillance des activités commerciales. En échange, ces commerçants obtiennent une protection qui dissuade l'intervention des taxateurs municipaux.
- L'**octroi de documents d'exonération** par les groupes armés Wazalendo, par lesquels ils enjoignent aux services d'assiette de la mairie de ne pas s'approcher ni taxer certaines marchandises, contournant ainsi l'autorité fiscale légale.

## IV. Discussion des résultats

Les résultats de cette étude mettent en lumière les défis majeurs auxquels sont confrontées les PMEAs de la ville d'Uvira dans un contexte d'économie locale en situation de guerre, ainsi que les stratégies de résilience qu'elles développent.

### 4.1. Défis des PMEAs de la ville d'Uvira évoluant en contexte de guerre

#### 4.1.1. Taxation parallèles et illégales des groupes armés WAZALENDO

<sup>1</sup> WAZALENDO est un SWAHILI beaucoup utilisé à l'Est de la RDC pour signifier Patriote. Ce nom est attribué plus aux acteurs armés ou groupes armés non étatiques qui se battent à côté de l'armée régulière contre l'AFC/M23

Les résultats montrent que 41 % des PMEAs enquêtées déclarent avoir subi des taxations parallèles et illégales, notamment de la part des groupes armés Wazalendo et des Balalarondo<sup>2</sup>. Cette situation confirme les analyses de Bagalwa Jules (2017) qui, dans ses travaux sur l'économie de guerre à l'Est de la RDC, souligne l'émergence d'une fiscalité parallèle qui concurrence directement l'État dans ses prérogatives régaliennes. Cette pratique s'apparente à ce que Tshibangu Kalala (s.d.) qualifie d'« État de facto fragmenté », où des acteurs non étatiques exercent des fonctions traditionnellement dévolues à l'administration publique. Ces résultats corroborent les travaux de Collier (2007), selon lesquels les conflits armés favorisent l'émergence d'économies parallèles où des acteurs non étatiques développent leurs propres mécanismes de prélèvement des ressources. Ils rejoignent également les analyses de Vlassenroot et Raeymaekers (2004), qui ont montré que dans l'Est de la RDC, les groupes armés construisent de véritables systèmes de gouvernance économique fondés sur le contrôle des ressources, des axes commerciaux et des circuits de taxation. Dans le même sens, Stearns (2011) souligne que les groupes armés présents dans les Kivu ne poursuivent pas uniquement des objectifs militaires, mais développent également des stratégies de contrôle économique leur permettant de financer leurs activités. Les prélèvements imposés aux commerçants d'Uvira, présentés sous forme de « contributions volontaires », illustrent cette logique de captation des ressources par des autorités concurrentes à l'État. Ces observations rejoignent également les travaux de Reyntjens (2010), qui décrit l'Est de la RDC comme un espace caractérisé par une pluralité d'autorités politiques, militaires et économiques se disputant le contrôle des ressources locales.

Par ailleurs, la présence de faux agents de l'État collectant des taxes à l'aide de documents falsifiés révèle une crise de légitimité des institutions locales. Mabi Mulumba (2004) avait déjà alerté sur la porosité des frontières entre le formel et l'informel dans l'administration congolaise. Cette situation est décrite par Basile Ndaywel à Nziem (1998) comme une manifestation de la « débrouillardise » comme mode de survie, où l'incertitude sécuritaire ouvre la voie à toutes formes de prédation. Plus récemment, Achille Mbembe (2001) analyse cette dynamique à travers le concept de « necropolitique », où le contrôle des ressources économiques passe par la capacité à exercer une violence diffuse sur les populations.

#### **4.1.2. La contraction de la demande et la désorganisation (perturbation) des circuits économiques**

La baisse de la demande constatée par 58 % des répondants s'explique par la fuite des clients potentiels ou déplacement des populations, la fermeture des frontières, la fermeture des fournisseurs et la rupture des axes de communication. Ces observations corroborent les analyses de Stewart (2008), selon lesquelles les conflits armés détruisent les marchés, réduisent les investissements et fragilisent les moyens de subsistance des populations. Elles corroborent également les conclusions de Paul Collier (2007), qui considère que la guerre entraîne une désorganisation durable des activités économiques et une baisse de la productivité locale.

Toutefois, dans le contexte congolais, Jason Stearns (2011) montre que ces perturbations ne sont pas conjoncturelles mais structurelles, car les conflits armés dans l'Est de la RDC s'inscrivent dans la durée et transforment profondément les tissus économiques locaux.

Les témoignages recueillis, notamment celui du responsable de la papeterie MUSATO évoquant la disparition de la clientèle institutionnelle (écoles et bureaux étatiques), rappellent les analyses de Jean Omasombo Tshonda (2015) sur la vulnérabilité des économies urbaines congolaises face aux chocs sécuritaires. Filip Reyntjens (2010) complète cette analyse en montrant comment la défaillance de l'État dans ses fonctions essentielles (éducation, administration) affecte en cascade l'ensemble de l'économie locale.

#### **4.1.3. L'accès limité au financement**

Les résultats indiquent que 55 % des PMEAs estiment que l'insécurité a perturbé leur accès au crédit formel. Cette double défiance entre les banques et les PMEAs renvoie aux analyses de Célestin Mbuyi Kabangu (2009) sur les obstacles à l'inclusion financière en RDC. L'auteur souligne que le système bancaire congolais, déjà fragile, est incapable de jouer son rôle d'intermédiation en contexte de crise sécuritaire. Cette situation rejoint les travaux de North (1990), pour qui les institutions jouent un rôle central dans la réduction de l'incertitude économique. Lorsque l'environnement institutionnel devient instable, les coûts de transaction augmentent et les acteurs économiques développent des comportements de méfiance qui limitent les investissements et l'accès au financement.

Thandika Mkandawire (2010), dans ses travaux sur les économies africaines, montre que l'absence de financement formel contraint les acteurs économiques à se tourner vers des circuits parallèles, ce qui limite leur capacité d'investissement et de croissance. Cette situation est particulièrement préoccupante pour les PMEAs d'Uvira, car elle les enferme dans un cercle vicieux : sans crédit, pas de trésorerie suffisante pour renouveler les stocks et maintenir l'activité ; sans activité soutenue, pas de capacité de remboursement pour accéder à de nouveaux crédits. Cette spirale négative renforce la précarité des PMEAs et les confine dans des stratégies de survie à court terme, incapables d'envisager des investissements productifs ou une expansion de leurs activités.

---

<sup>2</sup> Les BALALARONDO est un mot SWAHILI utilisé dans la ville d'Uvira et qui signifie les jeunes patrouilleurs. Ce sont des jeunes qui s'organisent pour faire les patrouilles nocturnes dans leurs quartiers afin de lutte contre les voleurs et tueurs.

Célestin Mbuyi Kabangu (2009) confirme cette analyse en soulignant que le système financier congolais, caractérisé par des taux d'intérêt élevés, des garanties exorbitantes et une méfiance réciproque entre banques et PME, constitue un frein structurel au développement du secteur privé national. L'auteur préconise la mise en place de mécanismes de financement adaptés, tels que les institutions de microfinance et les fonds de garantie publics, pour briser ce cercle vicieux. Bagalwa Jules (2017) montre que l'insécurité chronique exacerbe cette défiance : les banques ferment leurs agences lors des pics de violence, les clients ne peuvent plus accéder à leurs dépôts, et les remboursements deviennent aléatoires. Cette situation fragilise davantage un système financier déjà vulnérable et prive l'économie locale d'un levier essentiel à sa relance.

Jean Omasombo Tshonda (2015) ajoute que dans les zones de conflit de l'Est de la RDC, l'absence de financement formel pousse les PME à recourir à des circuits parallèles (tontines, prêts informels, usuriers), dont les coûts sont souvent prohibitifs et les conditions précaires. Ces mécanismes, bien qu'accessibles, renforcent l'emprise de l'économie informelle et compromettent toute perspective de formalisation et de développement durable du tissu économique local.

#### **4.2. Des stratégies de résilience des PME**

Face aux multiples contraintes évoquées, les PME de la ville d'Uvira ne restent pas passives. L'analyse révèle six stratégies de résilience déployées, dont les plus fréquentes sont l'intégration dans les circuits informels (25 %), le changement des circuits d'approvisionnement (21 %) et la diversification des produits et services (20 %).

Ces résultats font écho aux travaux de Samir Amin (1970) sur l'économie informelle africaine, qui souligne que face à la crise de l'État et du secteur formel, les acteurs économiques développent des stratégies de contournement qui, bien que fragiles, assurent la survie immédiate des ménages et des activités. Ces résultats confirment aussi les travaux d'Ostrom (1990), qui mettent en évidence la capacité des acteurs locaux à développer des formes d'auto-organisation pour faire face aux défaillances institutionnelles. Ils rejoignent également les analyses d'Amartya Sen (1999), selon lesquelles les populations développent des stratégies d'adaptation afin de préserver leurs moyens d'existence dans des contextes de vulnérabilité.

Dans le contexte congolais, Isidore Ndaywel (1998) analyse ces mécanismes comme une forme de « résilience par le bas », où la débrouillardise devient le moteur principal de la survie économique.

Le recours aux circuits informels et la diversification des produits s'inscrivent dans la logique décrite par Joseph Ki-Zerbo (1992), qui voyait dans l'informel africain non pas une pathologie, mais une réponse rationnelle à la défaillance des institutions formelles. Axel Kabou (1991) complète cette analyse en soulignant que ces stratégies, bien qu'efficaces à court terme, peinent à garantir une transformation structurelle des économies africaines.

Le faible recours aux crédits informels via les AVEC et MUSO (3 % seulement) contraste avec les observations de Elinor Ostrom (1990) sur l'efficacité des systèmes d'auto-organisation communautaire dans la gestion des ressources. Cette faiblesse relative pourrait s'expliquer par la méfiance généralisée et l'atomisation du tissu social dans un contexte de guerre prolongée, comme le souligne Bagalwa Jules (2017) dans ses travaux sur la désorganisation du capital social à l'Est de la RDC.

Par ailleurs, les pratiques illégales révélées par les taxateurs et le responsable de la Cellule d'encadrement et de mobilisation des recettes notamment la coopération avec les groupes armés pour échapper à la fiscalité municipale constituent une forme de résilience perverse. Ces comportements confirment les analyses de Mabi Mulumba (2004) sur la privatisation de l'autorité publique en RDC, où des acteurs non étatiques se substituent à l'administration dans des fonctions régaliennes.

Achille Mbembe (2001) conceptualise cette situation à travers la notion de « commandement privé », où le pouvoir de taxer et d'exonérer échappe à l'État pour être exercé par des groupes armés. Filip Reyntjens (2010) y voit une manifestation de l'« État néo-patrimonial » congolais, où les frontières entre le public et le privé, le légal et l'illégal, deviennent perméables.

Jason Stearns (2011) montre que dans les zones de conflit de l'Est de la RDC, les commerçants développent des relations de dépendance avec les groupes armés comme stratégie de survie, ce qui renforce paradoxalement l'emprise de ces groupes sur l'économie locale. Jean Omasombo Tshonda (2015) qualifie ces mécanismes de « résilience sous contrainte », où l'adaptation des acteurs économiques se fait au prix d'une fragilisation accrue de l'autorité étatique.

Ces résultats confirment les thèses de Douglass North (1990) et Acemoglu & Robinson (2012) sur l'importance des institutions dans le développement économique : dans un contexte où les institutions formelles sont faibles et contestées, les acteurs économiques développent des arrangements informels qui, bien qu'assurant leur survie à court terme, compromettent la construction d'un développement local durable. Célestin Mbuyi Kabangu (2009) résume bien cette tension en soulignant que la résilience des PME congolaises, aussi ingénieuse soit-elle, reste fondamentalement fragile tant qu'elle ne s'appuie pas sur des institutions étatiques solides, capables de garantir un environnement sécurisé, un cadre fiscal prévisible et un accès équitable aux ressources financières. Mabi Mulumba (2004) abonde dans le même sens en affirmant que la fragilité institutionnelle en RDC crée un «

vide réglementaire » que viennent combler des acteurs non étatiques groupes armés, chefs coutumiers, réseaux informels, lesquels imposent leurs propres règles, souvent au détriment du développement économique local. Ce faisant, les PMEAs se trouvent prises dans un dilemme : se conformer à des règles informelles coûteuses et précaires, ou faire face à l'incertitude et aux risques d'un État défaillant.

Achille Mbembe (2001) conceptualise cette situation à travers la notion d'« État postcolonial », où la souveraineté est fragmentée et où l'exercice du pouvoir échappe en partie aux institutions formelles. Dans ce cadre, les arrangements informels des acteurs économiques ne sont pas simplement des stratégies de contournement, mais des réponses rationnelles à une architecture institutionnelle dysfonctionnelle.

Filip Reyntjens (2010) rappelle toutefois que ces arrangements, bien qu'adaptés au contexte immédiat, entretiennent un système de prédation qui profite aux élites locales et aux groupes armés, au détriment de la majorité des petits commerçants. Il en conclut que sans une réforme profonde des institutions et une restauration de l'autorité de l'État, la résilience des PMEAs congolaises demeurera une « résilience de survie », incapable de se muer en véritable levier de développement. Comme le soulignent North (1990) et Acemoglu & Robinson (2012), la qualité des institutions détermine la trajectoire de développement des nations. À Uvira comme dans l'ensemble de l'Est de la RDC, la faiblesse des institutions formelles condamne les PMEAs à des stratégies de résilience qui, si elles permettent la survie à court terme, compromettent l'émergence d'un développement économique local durable et inclusif.

## V. Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser les défis auxquels sont confrontées les petites, moyennes entreprises et les artisans (PMEA) de la ville d'Uvira dans un contexte d'économie locale en situation de guerre, ainsi que les mécanismes de résilience qu'ils développent pour maintenir leurs activités nonobstant le contexte d'économie locale en situation de guerre. Les résultats montrent que les PMEAs évoluent dans un environnement fortement marqué par l'insécurité, la présence de groupes armés, les taxations parallèles et illégales, la contraction de la demande, la perturbation des circuits d'approvisionnement et les difficultés d'accès au financement formel.

L'étude met en évidence que la guerre n'affecte pas seulement la sécurité des personnes, mais aussi le fonctionnement normal de l'économie locale. Les prélèvements illégaux, la fermeture de certaines routes commerciales, les déplacements des populations et la paralysie temporaire des institutions financières réduisent les capacités de production, d'investissement et de croissance des acteurs économiques. Dans ce contexte, plusieurs PMEAs sont contraintes de fonctionner dans l'informel ou de réduire leurs activités afin d'assurer leur survie.

Cependant, malgré ces contraintes, les résultats révèlent une importante capacité d'adaptation des acteurs économiques locaux. Les PMEAs développent diverses stratégies de résilience, notamment la diversification des produits et services, la recherche de nouveaux circuits d'approvisionnement et de commercialisation, le recours aux technologies numériques, la réduction des coûts de fonctionnement ainsi que la mobilisation des mécanismes financiers communautaires tels que les AVEC et les MUSO. Ces stratégies témoignent de la capacité des entrepreneurs locaux à s'adapter aux chocs liés aux conflits armés.

En définitive, l'économie locale d'Uvira apparaît comme une économie résiliente mais fragilisée. Si les mécanismes développés par les PMEAs permettent d'assurer la continuité des activités économiques à court terme, ils ne peuvent constituer une solution durable sans une amélioration significative de la situation sécuritaire. Le rétablissement de la paix, le renforcement de l'autorité de l'État, la lutte contre les taxations illégales, la réouverture des circuits commerciaux et le renforcement de l'accès au financement demeurent des conditions indispensables pour favoriser le développement économique local et soutenir durablement les initiatives entrepreneuriales dans la ville d'Uvira.

## Références

### 1. Livres et ouvrages scientifiques

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: The origins of power, prosperity and poverty*. Crown Business.
- Amin, S. (1970). *L'accumulation à l'échelle mondiale*. Anthropos.
- Autesserre, S. (2010). *The trouble with the Congo: Local violence and the failure of international peacebuilding*. Cambridge University Press.
- Collier, P. (2007). *The bottom billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*. Oxford University Press.
- Jaffré, Y., & André, C. (2011). *Économie informelle et gouvernance locale dans la région des Grands Lacs africains*. Karthala.
- Kabou, A. (1991). *Et si l'Afrique refusait le développement ?* L'Harmattan.
- Ki-Zerbo, J. (1992). *La natte des autres : Pour un développement endogène en Afrique*. Karthala.

- Mbembe, A. (2001). *De la postcolonie : Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Karthala.
- Mkandawire, T. (2010). *From maladjusted states to democratic developmental states in Africa*. CODESRIA.
- Ndaywel è Nziem, I. (1998). *Histoire générale du Congo : De l'héritage ancien à la République démocratique*. De Boeck Université.
- North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge University Press.
- Nzongola-Ntalaja, G. (2021). *The Congo from Leopold to Kabila: A people's history* (3rd ed.). Zed Books.
- Omasombo Tshonda, J. (2015). *République démocratique du Congo : Biographie d'un État*. Musée Royal de l'Afrique Centrale.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge University Press.
- Quivy, R., & Van Campenhoutd, L. (1988). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Dunod.
- Reyntjens, F. (2009). *The Great African War: Congo and regional geopolitics, 1996–2006*. Cambridge University Press.
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
- Stearns, J. K. (2011). *Dancing in the glory of monsters: The collapse of the Congo and the Great War of Africa*. PublicAffairs.
- Stewart, F. (2008). *Horizontal inequalities and conflict: Understanding group violence in multiethnic societies*. Palgrave Macmillan.
- Vlassenroot, K., & Raeymaekers, T. (2004). *Conflict and social transformation in eastern DR Congo*. Academia Press.

## **2. Articles scientifiques**

- Collier, P., & Hoeffler, A. (2004). Greed and grievance in civil war. *Oxford Economic Papers*, 56(4), 563–595. <https://doi.org/10.1093/oeq/gpf064>
- Vlassenroot, K., & Raeymaekers, T. (2008). Kivu's intractable security conundrum. *African Affairs*, 108(432), 475–484. <https://doi.org/10.1093/afraf/adp068>

## **3. Rapports institutionnels et documents de travail**

- Bannon, I., & Collier, P. (Eds.). (2003). *Natural resources and violent conflict: Options and actions*. World Bank.
- International Crisis Group. (2014). *Congo: Ending the status quo*. International Crisis Group.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2015). *Rapport national sur le développement humain : Résilience et développement humain en République démocratique du Congo*.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2023). *Rapport sur le développement humain 2023*.
- Stearns, J., & Vogel, C. (2015). *The landscape of armed groups in eastern Congo*. Rift Valley Institute.

## **4. Textes juridiques et officiels**

- République démocratique du Congo. (2006). *Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006*. Journal officiel de la République démocratique du Congo.
- République démocratique du Congo. (2008). *Loi organique n°08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapports avec l'État et les provinces*. Journal officiel de la République démocratique du Congo.